

ÉPAULARD ET DIODON
PROTÉGER BEYROUTH 1982-1984

© ECPAD 2023

AU CŒUR DE

ÉPAULARD ET DIODON

PROTÉGER BEYROUTH 1982-1984

Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense

« AU CŒUR DE »

Depuis la fin des guerres d'Indochine et d'Algérie, les forces militaires françaises interviennent dans de nombreuses opérations extérieures (OPEX). À travers le regard des soldats de l'image présents sur les différents théâtres, la collection « Au cœur de » invite le lecteur à un parcours immersif dans les fonds photographiques et cinématographiques de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD). Qu'il s'agisse des engagements militaires français au Liban, dans les Balkans, en Afghanistan, ou encore pendant la guerre du Golfe, jusqu'à la lutte contre le terrorisme, chaque opus est accompagné d'une présentation circonstanciée de l'opération dans son environnement géopolitique et

complétée de l'analyse d'un historien. Les différents portfolios retracent en détail l'intensité des interventions militaires et des combats, tout comme le quotidien des soldats. Les parcours biographiques consacrés aux photographes et caméramans reviennent sur les conditions particulières des prises de vues et mettent en lumière le contexte de « la fabrique médiatique » de l'image. La mise en perspective historique du récit des événements, comme leur représentation par les opérateurs, permet la compréhension du fait combattant dans le monde contemporain, à l'heure où les conflits se multiplient sur de nouveaux fronts. ■

AVERTISSEMENT

Les photographies utilisées sont conservées par l'ECPAD ou par les organismes d'information et de communication de la Défense. Les images d'auteurs inconnus conservées par l'ECPAD sont exploitées à des fins historiques et culturelles,

et font l'objet de recherches approfondies. Toutes les informations, notamment celles relatives à la paternité et à la titularité des droits, peuvent se révéler utiles pour enrichir les légendes. Merci de les porter à notre connaissance. ■



LA FRANCE AU LIBAN DE 1982 À 1984

UNE PRÉSENCE EN TROIS ACTES

Entre 1982 et 1984, en pleine guerre civile libanaise (1975-1990), plus de dix mille militaires français de toutes les armées ont été déployés en opération au pays du Cèdre. Et, depuis quarante-cinq ans, les contingents français n'ont cessé de s'y succéder, nouant des liens privilégiés de cœur et de sang avec ce pays, qui fut sous mandat français de 1920 à 1943. L'attentat du poste Drakkar, le 23 octobre 1983, a entraîné la mort de cinquante-huit parachutistes. Il a marqué la conscience collective et rappelé la présence militaire française au Liban. C'était il y a exactement quarante ans et cela reste encore la plus grande perte instantanée de l'armée française en plus de six décennies. Mais pourquoi cette présence française ?

On pourrait bien sûr convoquer le séjour des croisés au Moyen Âge, le statut de la France, protectrice historique des lieux chrétiens en Terre sainte, de même que l'influence intellectuelle, linguistique et économique ; ou plus simplement, comme l'a rappelé le président Emmanuel Macron le 6 août 2020 à Beyrouth, deux jours

après l'explosion spectaculaire dans le port : « Parce que c'est vous, parce que c'est nous ; et parce que nos destins sont noués indéfectiblement par les liens du temps, de l'esprit, de l'âme, de la culture et des rêves. » Jusqu'à la guerre civile, le Liban représentait le modèle d'un État où semblaient pouvoir cohabiter en bonne intelligence des communautés très disparates : chrétiens maronites et orthodoxes, musulmans sunnites et chiites, Druzes et même quelques Circassiens et juifs ayant fait souche à l'ère ottomane. En ce qui concerne cet ouvrage, c'est indéniablement le volet « protection d'un pays chéri » – au sens littéral du terme – qui a justifié l'intervention des forces armées françaises dans cette petite république, longtemps qualifiée de « Suisse du Moyen-Orient », en un moment où sa souveraineté et sa sécurité étaient malmenées par tous ses voisins.

À la suite de l'incursion militaire israélienne au Liban-Sud du 14 au 21 mars 1978 (opération Litani), visant à repousser les combattants de l'Organisation de libération de la Palestine de

Yasser Arafat au nord du fleuve Litani, le Conseil de sécurité de l'ONU, reprenant les suggestions du général français Jean Cuq, mandate une Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL – résolutions 425 et 426 du Conseil de sécurité) pour s'interposer entre les fedayin palestiniens et l'armée israélienne, mieux connue sous son acronyme, Tsahal. Cette force comprenait d'emblée plusieurs centaines de Français parmi les quatre mille bérets bleus déployés sur une zone de 650 km², chargés de dissuader les deux camps de raviver les hostilités le long de la frontière israélo-libanaise.

En mai 1982, face au regain de tensions le long de cette frontière, le Conseil de sécurité de l'ONU décide de renforcer la FINUL. De nouveaux contingents français sont dépêchés sur place. Ils sont à peine installés qu'ils sont témoins de l'invasion massive du Liban par l'armée israélienne, le 6 juin 1982, lors de l'opération Paix en Galilée. Les divisions blindées de Tsahal bousculent les maigres forces d'interposition de la FINUL – le mandat donné par les Nations unies leur interdit

tout usage de la force – et se ruent vers Beyrouth, la capitale libanaise, qui abrite le quartier général de Yasser Arafat, chef de l'OLP. Rapidement, elles font le siège de Beyrouth, notamment par un pilonnage d'artillerie. Les quartiers abritant les combattants palestiniens, déjà très abîmés par la guerre civile, sont transformés en champs de ruines. L'objectif du gouvernement israélien est clair : chasser l'OLP du Liban, quel qu'en soit le coût.

Répondant à l'appel à l'aide des autorités libanaises, la France déploie en urgence des troupes dans Beyrouth pour protéger les Français présents sur place (dont de très nombreux binationaux) et pour évacuer par la mer Yasser Arafat ; celui-ci se réfugiera à Tunis à l'invitation du président Bourguiba. C'est l'opération Épaulard, qui se déroule du 21 août au 13 septembre 1982 et qui constitue le volet français de la Force multinationale d'interposition (FMI), destinée à patrouiller dans la capitale libanaise pour éviter les combats entre l'armée israélienne et les multiples factions combattantes, le temps que l'ONU puisse négocier

un cessez-le-feu, ce qu'elle ne parviendra jamais à faire. Les deux autres composantes de la FMI sont américaine et italienne. Sitôt terminée la mission d'évacuation d'Arafat et de ses fedayin, le président libanais Bachir Gemayel est assassiné, le 14 septembre. L'armée israélienne revient immédiatement dans Beyrouth et cerne les camps réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, où elle soupçonne la présence résiduelle de combattants de l'OLP. Le 16 septembre, des phalangistes chrétiens partisans de la famille Gemayel, alliés des Israéliens, pénètrent dans les camps et se livrent au massacre de civils (le nombre des victimes varie, selon les sources, entre cinq-cents et trois-mille-cinq-cents). L'émotion est immense à travers le monde.

Le 19 septembre 1982, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 521 qui institue une nouvelle force multinationale au mandat beaucoup plus robuste : la Force multinationale de sécurité à Beyrouth (FMSSB), constituée de contingents américain, français, britannique et italien. Pour les militaires français, il s'agit de

l'opération Diodon, qui verra se succéder des détachements de toutes les armes et des trois armées. Au sud du Litani, la FINUL reste active, même si son action est considérablement entravée par l'armée israélienne et par les foyers de résistance qui commencent à harceler Tsahal au Liban-Sud.

Indubitablement, la présence de soldats français est contestée par de nombreux acteurs locaux et régionaux, car la mission Diodon s'inscrit dans un contexte particulier, marqué par plusieurs données structurantes pour la suite des événements et pour la sécurité des forces françaises déployées sur place.

Le Liban, au centre de conflits géopolitiques

Première donnée, la guerre civile communautaire qui ravage le Liban depuis 1975. Depuis son déclenchement, toutes les factions ou presque se sont alliées ou se sont combattues entre elles, y compris au sein même des communautés chrétiennes et musulmanes. En d'autres termes,

aucune alliance n'est figée et les alliés d'hier peuvent devenir les adversaires de demain, et vice versa. Outre les affrontements communautaires, il convient d'ajouter les affrontements entre grandes familles et clans – car le Liban reste un État clanique – qui permettent, souvent bien mieux que la grille de lecture communautaire, de décrypter les postures des uns et des autres. Comme le veut le dicton : « Si vous voulez comprendre le Liban, suivez l'argent et suivez les mariages (qui peuvent être parfois intercommunautaires, notamment entre chrétiens et chiites) ! » Les soldats français en feront les frais à plusieurs reprises.

Seconde donnée, la confrontation entre Israël et la Syrie. Pour éviter de s'affronter directement à travers leur frontière commune – le plateau du Golan restera calme pendant toute la durée de l'occupation israélienne du Liban-Sud –, les Israéliens et les Syriens poussent leurs pions et règlent leurs comptes au Liban. En plus d'être défigurés et saignés par la guerre civile, le pays du Cèdre est donc devenu un théâtre d'affrontement pour ses deux turbulents voisins.

Troisième donnée, la question palestinienne qui enflamme le monde arabo-musulman, mais aussi la sphère intellectuelle française qui se divise à l'époque entre défenseurs d'Israël, avocats de la cause palestinienne, très largement majoritaires, et sympathisants du Liban, ces derniers renvoyant dos à dos les pro-Israéliens et les propalestiniens. En 1982, la France du président François Mitterrand a la réputation d'être notamment propalestinienne ; il est vrai que de nombreux ministres, intellectuels et artistes multiplient les déclarations fracassantes de soutien à cette cause. Ce sentiment de parti pris est exacerbé par le sauvetage et l'évacuation de Yasser Arafat à la barbe des Israéliens et des chrétiens, qui misaient sur son humiliation, et si possible sur son élimination définitive. Une immense majorité de Libanais sont du même avis, reprochant aux Palestiniens d'avoir créé les conditions du déclenchement de la guerre civile. En quittant Beyrouth à bord d'un navire grec, protégé par la marine française, Yasser Arafat adopte une posture triomphaliste, estimant avoir tenu la dragée haute à la redoutable armée israélienne pendant plus de trois mois. Nul doute que cela a nourri

l'hostilité de nombreux miliciens et chefs de clans à l'encontre de la France, tout comme celle des Israéliens.

Quatrième donnée, la guerre Iran-Irak qui ravage le golfe Persique et une partie du Moyen-Orient depuis septembre 1980. Au moment de l'intervention française à Beyrouth, le front irano-irakien s'est enlisé. Les Iraniens, qui avaient repris l'initiative au printemps 1982 en rejetant les Irakiens peu ou prou sur la frontière internationale, ont décidé de poursuivre la guerre pour punir Saddam Hussein et tenter de le faire chuter. Le dictateur irakien n'a réussi à rétablir ses lignes en extrême qu'en achetant massivement des armes et des munitions aux Soviétiques et aux Occidentaux, qui le soutiennent à bout de bras. Le front terrestre étant enlisé, chacun des protagonistes adopte une stratégie indirecte de contournement. Saddam Hussein décide d'étouffer financièrement l'Iran ; il ouvre un nouveau front aéromaritime dans le golfe Persique en ciblant délibérément les pétroliers et les supertankers qui viennent se ravitailler en pétrole iranien. De son côté, le régime iranien décide de faire pression sur tous

ceux qui soutiennent l'Irak pour les décourager de soutenir Saddam Hussein ; pour cela, il ouvre un nouveau front clandestin au Liban, car il sait que les Occidentaux, Américains et Français en tête, y sont très vulnérables. Et leurs militaires présents sur place sont autant de cibles et d'otages potentiels sur lesquels il leur est facile de faire pression.

Ce qui nous amène à une donnée cruciale de cette période, la relation tumultueuse entre la France et l'Iran des mollahs. Si les relations entre Paris et Téhéran étaient nourries et chaleureuses du temps du Chah, elles deviennent rapidement problématiques après la révolution de 1979. En cet été 1982, plusieurs affaires empoisonnent les relations entre Paris et Téhéran. Tout d'abord, le soutien clair et affiché de la France à l'Irak, et les livraisons et commandes massives d'armement (5 chasseurs Super-Étendard, 120 chasseurs Mirage F-1EQ, 56 hélicoptères, 250 blindés Panhard dont la moitié armée de missiles antichars Hot, 100 AMX-10P, 80 canons automoteurs AuF1 et des milliers de missiles). Ensuite, le maintien dans une prison française d'Anis Naccache, chef

du commando iranien qui a tenté en juillet 1980 d'assassiner dans la région parisienne l'ancien Premier ministre du Chah Chapour Bakhtiar, réfugié en France ; l'assassinat a échoué, mais des citoyens français ont été tués dans la fusillade, justifiant l'arrestation, le jugement, la condamnation et l'emprisonnement de Naccache, que les Iraniens veulent récupérer. Autre sujet de dispute, l'asile offert par la France à l'ancien président iranien Bani Sadr et à Massoud Radjavi, deux opposants au régime des mollahs dont Téhéran réclame l'extradition.

Mais c'est surtout l'affaire Eurodif qui pollue la relation bilatérale. Il s'agit d'un imbroglio industriel, nucléaire et juridique impliquant la société franco-européenne d'enrichissement d'uranium Eurodif, pour laquelle le Chah d'Iran avait accordé un prêt d'un milliard de dollars à la France en 1974, en échange d'une partie de l'uranium enrichi produit par cette usine ; le programme nucléaire iranien est donc bien plus ancien que d'aucuns ne l'imaginent ! En 1979, l'Iran révolutionnaire dénonce l'accord et demande le remboursement du prêt consenti par le Chah. La France en prend acte,

mais refuse de rendre le milliard de dollars, justifiant qu'il s'agit là de dommages et intérêts destinés à compenser les sommes investies préalablement par la France au profit de la coopération nucléaire avec l'Iran. Depuis, les autorités iraniennes ne cessent de réclamer cette somme à Paris pour soutenir leur effort de guerre.

Enfin, dernière donnée, la rivalité opposant la Syrie à l'Iran pour le contrôle du Liban, malgré l'alliance unissant Damas à Téhéran. La république islamique d'Iran entend défendre les intérêts de la vaste communauté chiite libanaise scindée en une mouvance socialiste-laïque (le mouvement Amal) et une toute nouvelle branche islamique (le Hezbollah, c'est-à-dire « le Parti de Dieu »), galvanisée par la rhétorique théocratique des mollahs iraniens. De son côté, le président syrien Hafez el-Assad entend bien reprendre le contrôle du Liban, qu'il considère comme une province de la « Grande Syrie historique », même s'il lui faut accepter la fiction d'un gouvernement fantoche. Il n'est donc pas étonnant, pour toutes ces raisons, que les soldats français de la FMSB se retrouvent régulièrement pris entre le marteau

et l'enclume d'intérêts bien souvent conflictuels, que l'amitié et la francophilie des élites libanaises ne suffisent pas à gommer. De fait, nos soldats essuient régulièrement des coups de feu et des tirs de roquettes et de mortiers ; ils sont également blessés ou tués dans l'explosion d'engins et de locaux piégés. Les sapeurs du génie travaillent ainsi sans relâche pour déminer les bâtiments et les itinéraires afin de restaurer un semblant de vie acceptable aux alentours de leurs postes.

L'attentat du Drakkar et l'intensification de la violence

La violence qui s'exerce à l'encontre de la FMSB va bientôt franchir un nouveau seuil du fait de la guerre Iran-Irak. Le 9 octobre 1983, les Irakiens reçoivent en grande pompe cinq chasseurs bombardiers français Super-Étendard armés de redoutables missiles antinavires Exocet qui ont

fait leur preuve pendant la guerre des Malouines, quelques mois plus tôt (2 avril - 14 juin 1982). Il s'agit d'une location en attendant que les Mirage F-1EQ5 de dernière génération, capables eux aussi de tirer le missile Exocet, soient fabriqués et livrés à Saddam Hussein. Le gouvernement français vient de franchir l'une des lignes rouges fixées par Téhéran au printemps 1982, lorsque le gouvernement des mollahs a décidé de poursuivre la guerre contre l'Irak : ne pas livrer à Bagdad de missiles Exocet et de chasseurs capables de les tirer, afin de limiter les capacités offensives irakiennes contre le trafic pétrolier iranien dans le golfe Persique. Les relations diplomatiques n'ayant jamais été rompues, Téhéran informe Paris de son très vif mécontentement. Un Boeing d'Air France est détourné sur l'aéroport de Téhéran. À Beyrouth, la résidence des Pins, qui abrite l'ambassade de France, est la cible d'un bombardement qui fait cinq morts. Sans

doute faut-il voir là les ultimes avertissements du régime iranien.

Le 23 octobre 1983, un camion piégé se précipite contre l'immeuble Drakkar abritant une partie du contingent militaire français déployé à Beyrouth. Les sauveteurs – les photos de cet ouvrage sont poignantes – relèveront cinquante-huit dépouilles de parachutistes de l'immeuble réduit en ruines. Au même moment, un autre camion piégé détruit le quartier général des *marines*, faisant deux-cent-quarante-deux morts. Ce double attentat est attribué au mouvement Jihad islamique et à la milice chiite Hezbollah qui sont inféodés à la république islamique d'Iran. Pour les services français et américains, il ne fait aucun doute que ces actes ont été commandités par l'Iran pour faire pression sur Paris et Washington. D'autant plus que quelques semaines plus tard, les ambassades de France

et des États-Unis au Koweït seront la cible d'attentats. Les représailles ne se font pas attendre. Le 17 novembre 1983, l'aéronautique navale lance depuis le porte-avions *Clemenceau* un raid de huit chasseurs Super-Étendard contre une caserne du Hezbollah à Baalbek : c'est l'opération Brochet, qui est un échec, la caserne ayant été évacuée au dernier moment. De son côté, la flotte américaine ouvre le feu le 14 décembre suivant sur des positions du Hezbollah et du Djihad islamique le long de la côte libanaise. En retour, les soldats de la FMSB sont pris de plus en plus fréquemment pour cibles et le Djihad islamique donne dix jours à la France pour quitter le Liban. Dans la nuit du 31 décembre 1983, en plein réveillon de la Saint-Sylvestre, deux bombes explosent à la gare Saint-Charles de Marseille et dans un TGV, faisant cinq morts. Trois jours plus tard, le chauffeur du consul de France à Beyrouth est assassiné. Le président François Mitterrand,

emboitant le pas du président américain Ronald Reagan, ordonne le retrait du contingent français de Beyrouth. À Téhéran, les mollahs et les gardiens de la révolution en tirent une conclusion qu'ils estiment toujours valable aujourd'hui : les prises d'otages et le recours à la violence contre les Occidentaux sont une méthode efficace. Dernier baroud avant l'évacuation, le cuirassé américain *New Jersey*, rescapé de la Seconde Guerre mondiale, fait tonner ses redoutables canons du 8 au 26 février 1984, écrasant sous des salves d'obus les positions du Hezbollah éparpillées dans la vallée de la Bekaa.

La FMSB est dissoute en mars 1984 après le départ des derniers contingents français et américains de Beyrouth ; les Américains auront perdu deux-cent-soixante-cinq soldats dans l'affaire, les Français quatre-vingt-neuf dont les cinquante-huit parachutistes tués lors de l'attentat du

Drakkar. Côté français, le repli s'effectue en bon ordre selon les plans de l'opération Carrelet. Mais le départ des militaires français de Beyrouth n'entraîne pas la fin de l'hostilité de Téhéran et Damas à l'égard de Paris. Puisque les dirigeants iraniens et syriens ne peuvent plus exprimer leur mauvaise humeur à l'encontre du gouvernement français en visant des militaires de la FMSB, ils vont changer de registre et adopter d'autres modes opératoires. Ils cibleront désormais des journalistes, des diplomates, des chercheurs et des fonctionnaires de passage à Beyrouth. Ce n'est qu'à la fin de la guerre Iran-Irak, lorsque Paris et Téhéran apureront leurs comptes, que ces vagues d'enlèvements et d'attentats cesseront et que les derniers otages français retenus au Liban seront libérés.

C'est à l'été 1982 que les images de la guerre du Liban font irruption dans les foyers français, avec

l'invasion israélienne et l'évacuation très médiatisée de Yasser Arafat du port de Beyrouth, car le leader palestinien fait recette parmi les journalistes et les intellectuels français acquis à la cause palestinienne. Les chaînes télévisées d'information en continu n'existent pas encore. Les images et décryptages des conflits en cours sont ceux qu'en font les reporters de guerre, peu nombreux, et les correspondants des grandes agences de presse, mobilisés jusque-là par la couverture de la guerre Iran-Irak et par celle rapportant la lutte des moudjahidin contre l'armée soviétique d'occupation en Afghanistan. Les images captées par l'Établissement cinématographique et photographique des armées sont pour leur part destinées aux armées à des fins d'archives mémorielles ; elles sont donc peu vues à la télévision ou dans la presse. La censure restant forte, les photographies prises par les soldats français déployés à

Beyrouth sont rares et inaccessibles aux médias. Le déploiement des bérets bleus français au sein de la FINUL demeure d'ailleurs quasi inconnu du grand public. C'est pour cela que les photographies présentées dans cet ouvrage ont une valeur remarquable, car elles sont très rares et permettent de saisir l'ambiance et les lieux dans lesquels évoluent alors les militaires français. Pour l'historien et le chercheur, ces images sont riches d'enseignement, qu'il s'agisse du contexte, des tenues, des équipements, de même que des visages de tous ceux, autorités ou simples soldats, qui ont risqué leur vie au cours de cette période.

L'attentat du Drakkar sera bien sûr très largement médiatisé et la vue de l'immeuble en ruine choquera l'opinion publique, qui ne comprendra pas forcément les dessous réels de ce drame. Puis, les images du Liban s'estomperont jusqu'à

ce qu'elles soient ressuscitées par les prises d'otages des nombreux Français enlevés à Beyrouth, dont les noms seront égrainés pendant des années aux journaux télévisés du 20 Heures.

Jusqu'en 2006 et hormis les conseillers militaires techniques mis à la disposition des forces armées libanaises par Paris, les seuls militaires français à servir en opération au Liban seront ceux de la FINUL. Après la guerre de l'été 2006 entre Israël et le Hezbollah, le Conseil de sécurité de l'ONU renforcera considérablement le mandat de la FINUL (FINUL II), permettant aux casques bleus de recourir à la force lorsque cela s'avérera nécessaire pour assurer le succès de leur mission, mais aussi pour garantir leur légitime défense. Les Français basés à Dayr Kifa seront chargés de la Force de réaction rapide de la FINUL nouvelle formule, ce qui leur permettra de déployer

ponctuellement des chars Leclerc et AMX-10RC, mais aussi de l'artillerie, des véhicules blindés de combat d'infanterie et une batterie de missiles sol-air.

En 2023, six-cent-quatre-vingt-cinq militaires français sont encore déployés au Liban-Sud dans le cadre de la mission Daman au sein de la FINUL II. Vingt-mille Français vivent toujours au Liban et plus de deux-cent-vingt-mille binationaux franco-libanais sont installés durablement en France. L'état-major des armées sait qu'en cas d'affrontement entre Israël et le Hezbollah soutenu par l'Iran, il lui faudrait sans doute organiser une mission d'évacuation des ressortissants français et européens, dans un contexte non permissif, avec menaces de frappes du Hezbollah, comme cela fut le cas lors du conflit israélo-libanais de 2006. Cette hypothèse pourrait redevenir crédible

en cas d'effondrement de l'État libanais, laissant le champ libre au Hezbollah, ou si Israël décidait de frapper préventivement et très durement cette milice chiite, avant qu'elle ne soit sanctuarisée par le parapluie d'une dissuasion nucléaire iranienne, qui devient chaque jour plus probable. À moins que l'accord de normalisation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite conclu à Pékin le 10 mars 2023, sous l'égide de la Chine, n'ouvre une période de stabilisation du Liban dans le cadre d'une vaste négociation régionale excluant les Américains et les Européens, comme cela semble être déjà le cas pour l'Irak, la Syrie et le Yémen. ■

Pierre Razoux
Historien, directeur académique
de la Fondation méditerranéenne
d'études stratégiques (FMES)